



Conseil de sécurité

Briefing: Yémen

New York, le 15 octobre 2024

Déclaration de la Suisse

Lue par Pascale Baeriswyl, Représentante permanente

Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentante de la Suisse.

Je voudrais, comme mes collègues, remercier l'Envoyé spécial Hans Grundberg, la Sous-Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires ad interim Joyce Msuya et l'économiste Najat Jumaan de leurs interventions. Je salue aussi la participation du Représentant permanent du Yémen.

Si la paix n'a pas de prix, la guerre, elle par contre, a un coût. Au Yémen, le PIB s'est effondré de moitié en dix ans de conflit. Destruction des infrastructures, fuite des cerveaux et des capitaux, impact sur la circulation des personnes et des marchandises, division des institutions économiques, instauration d'une économie de guerre et mesures de rétorsions économiques : comme l'a souligné la professeure Madame Najat Jumaan, les répercussions du conflit sur l'économie se manifestent sous de multiples formes. Et, un constat demeure. C'est la population civile qui en fait les frais.

Aujourd'hui, les Yéménites sont confrontés à une situation économique et humanitaire extrêmement difficile. Quatre Yéménites sur cinq vivent dans la pauvreté. Plus de 18 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire pour répondre aux besoins de base tels que l'accès aux soins ou à la nourriture. La prolongation du conflit dans le domaine économique perturbe l'approvisionnement et le transport des marchandises, générant une dynamique inflationniste artificielle. Cette situation exacerbe l'insécurité alimentaire, déjà alarmante, avec 64% de la population n'ayant pas accès à une nourriture suffisante. Malgré ces besoins aigus, les acteurs et actrices humanitaires doivent opérer dans un environnement difficile. Nous restons très préoccupés par la détention arbitraire d'une partie du personnel humanitaire et onusien. Le lancement de procédures pénales à leur encontre, dont font état certains rapports, est un développement inquiétant. La Suisse réitère l'appel de l'ONU, déjà entendu plusieurs fois aujourd'hui et de manière constante ces derniers mois : le personnel humanitaire et onusien détenu doit être libéré immédiatement, et sans condition. De plus, l'accès humanitaire sûr et sans entraves doit être garanti sur l'ensemble du territoire.

Comme l'a justement constaté Madame Najat Jumaan, dans cette situation déjà précaire, le Yémen ne peut pas se permettre d'être entraîné dans une guerre régionale. A ce titre, les différentes frappes rapportées ces dernières semaines nous préoccupent profondément. Nous condamnons cette escalade de violence. Le droit international, y compris le droit international humanitaire, en particulier les principes de proportionnalité de distinction et de précaution, doivent impérativement être respectés par toutes les parties. Les infrastructures civiles ne doivent pas être prises pour cibles. A ce titre, nous souhaitons rappeler l'importance du port de Hodeïda, qui reste le point d'entrée principal de l'aide humanitaire pour une grande partie du Yémen. Nous exhortons toutes les parties à renoncer à toute escalade. Le dialogue est la seule option.

Nous l'avons entendu : seule une solution politique permettra de soulager la population yéménite de l'impact économique et humanitaire du conflit. La Suisse appelle toutes les parties avec de l'influence, y inclus au sein de ce Conseil, à s'engager en faveur d'une telle solution et au respect des droits humains au Yémen. À ce titre, la Suisse relève le travail inlassable de l'envoyé spécial Hans Grundberg et de son équipe. Nous lui réitérons notre plein soutien. Nous saluons aussi ses efforts pour la mise en œuvre de l'accord sur le secteur économique conclu en juillet dernier, dont nous appelons au plein respect.

La Suisse se félicite de l'unité du Conseil en faveur d'un processus de paix au Yémen sous l'égide de l'envoyé spécial qui a prévalu depuis le début du conflit. Nous nous devons de continuer notre engagement sans faille dans ce sens. Rien n'est, en effet, plus précieux que la paix.

Je vous remercie.

Unofficial translation

I will now make a statement in my national capacity.

Like my colleagues, I would like to thank Special Envoy Hans Grundberg, Acting Under-Secretary-General for Humanitarian Affairs ad interim Joyce Msuya and the economist Najat Jumaan for their contributions. I also welcome the participation of the Permanent Representative of Yemen.

While peace has no price, war has a cost. In Yemen, GDP has plummeted by half in ten years of conflict. The destruction of infrastructure, the brain drain and capital flight, the impact on the movement of people and goods, the division of economic institutions, the establishment of a war economy and economic retaliation measures: as Professor Najat Jumaan pointed out, the repercussions of the conflict on the economy take many forms. And one thing is clear. It is the civilian population that is paying the price.

Today, Yemenis are facing an extremely difficult economic and humanitarian situation. Four out of five Yemenis live in poverty. More than 18 million people need humanitarian aid to meet basic needs such as access to healthcare or food. The prolongation of the conflict in the economic sphere is disrupting the supply and transport of goods, generating an artificial inflationary dynamic. This situation is exacerbating food insecurity, which is already alarming, with 64% of the population having no access to sufficient food. Despite these acute needs, humanitarian actors have to operate in a difficult environment. We remain very concerned about the arbitrary detention of some humanitarian and UN personnel. The initiation of criminal proceedings against them, as mentioned in certain reports, is a worrying development. Switzerland reiterates the UN's appeal, which has already been heard several times today and consistently in recent months: the humanitarian and UN personnel detained must be released immediately and unconditionally. In addition, safe and unhindered humanitarian access must be guaranteed throughout the country.

As Ms Najat Jumaan rightly pointed out, in this already precarious situation, Yemen cannot afford to be dragged into a regional war. In this respect, we are deeply concerned by the various strikes reported in recent weeks. We condemn this escalation of violence. International law, including international humanitarian law, in particular the principles of proportionality, distinction and precaution, must be respected by all parties. Civilian infrastructures must not be targeted. In this respect, we wish to recall the importance of the port of Hodeïda, which remains the main point of entry for humanitarian aid for a large part of Yemen. We urge all parties to refrain from any escalation. Dialogue is the only option.

We have heard it said: only a political solution will relieve the Yemeni population of the economic and humanitarian impact of the conflict. Switzerland calls on all parties with influence, including within this Council, to commit themselves to a such a solution and for human rights in Yemen. In this respect, Switzerland notes the tireless work of Special Envoy Hans Grundberg and his team. We reiterate our full support for him. We also welcome his efforts to implement the agreement on the economic sector concluded last July, which we call for to be fully respected.

Switzerland welcomes the unity of the Council in favour of a peace process in Yemen under the aegis of the Special Envoy, which has prevailed since the beginning of the conflict. We must continue our unwavering commitment in this direction. After all, nothing is more precious than peace.

Thank you.